

CONV 805/03

NOTE DE TRANSMISSION

du: Praesidium

à: la Convention

Objet: **Dispositions nouvelles ou révisées de la Partie III**

Les Conventionnels trouveront en annexe des dispositions nouvelles et des articles révisés de la partie III de la Constitution rédigés par le Praesidium et concernant un certain nombre de questions qui ont fait l'objet de discussions lors de la dernière session plénière. Ils couvrent les matières suivantes:

- les dispositions horizontales (annexe I)
- la gouvernance économique (annexe II)
- le vote sur les questions PESC (annexe III).

Ils trouveront en outre (annexe IV) les articles de la partie III sur les institutions qui ont été adaptés pour correspondre aux dispositions de la partie I.

Ces projets visent à répondre aux points soulevés lors de la plénière afin de faire avancer les travaux sur la partie III, en particulier dans les domaines directement liés à la partie I.

Ils ne préjugent pas des autres modifications qui pourraient être introduites à la suite des amendements écrits relatifs à la partie III que certains Conventionnels ont présentés ou pourraient souhaiter présenter avant le lundi 23 juin à midi. Si le Conseil européen de Thessalonique décidait d'accorder quelques semaines de plus à la Convention pour mettre au point la partie III, le Praesidium diffuserait une version révisée en vue d'arriver à un consensus définitif sur cette partie de la Constitution lors d'une session extraordinaire qui pourrait avoir lieu du 9 au 11 juillet.

Il est rappelé que les amendements relatifs à la partie III ne devraient pas être destinés à modifier les dispositions actuelles sur les politiques, à l'exception bien sûr des domaines qui, comme la politique étrangère, la gouvernance économique, la liberté, la sécurité et la justice, ont fait l'objet d'un examen au sein de la Convention, au niveau des groupes de travail et au niveau d'une session plénière.

CLAUSES HORIZONTALES

TITRE I

CLAUSES D'APPLICATION GÉNÉRALE

Article III-0 (nouveau)

L'Union veille à la cohérence entre les différentes politiques et actions visées par la présente partie de la Constitution, en tenant compte de l'éventail complet des objectifs de l'Union.

Article III-1 (ex-article 3, paragraphe 2)

Pour toutes les actions visées par la présente Partie, l'Union cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes.

Article III-1 bis (nouveau)

Dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions visées par la présente partie de la Constitution, l'Union cherche à combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article III-2 (ex-article 6)

Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union visées par la présente Partie, en particulier afin de promouvoir le développement durable.

Article III-2 bis (ex-article 153, paragraphe 2)

Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques et actions de l'Union.

Article III-3 (ex-article 16)

Sans préjudice des [articles III-52, III-53 et III-131 (ex-articles 73, 86 et 87)], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale, l'Union et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.¹

¹ La formulation de cette disposition est provisoire.

GOVERNANCE ÉCONOMIQUE

SECTION 3 BIS

DISPOSITIONS PROPRES AUX MEMBRES DE LA ZONE EURO

Article premier (tiré de l'article III-86)

1. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, des mesures additionnelles visant les États membres qui font partie de la zone euro peuvent être adoptées pour renforcer la coordination de leurs politiques économiques et la discipline budgétaire. Ces mesures portent sur les orientations de politique économique et la surveillance de celles-ci [article III-68, paragraphes 2 et 4] ainsi que sur les déficits excessifs [article III-3, paragraphes 6, 7, 8 et 11].
2. Seuls les États membres qui font partie de la zone euro votent sur les mesures visées au paragraphe 1. La majorité qualifiée se définit comme étant la majorité des voix des représentants des États membres qui font partie de la zone euro, représentant au moins les trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Article 2

Les dispositions réglant les modalités des réunions entre ministres des États membres qui font partie de la zone euro sont arrêtées dans un protocole joint à la Constitution.

Article 3 (article III-81)

1. Afin d'assurer la place de l'euro dans le système monétaire international, les États membres qui font partie de la zone euro coordonnent leur action entre eux et avec la Commission, en vue d'arrêter des positions communes au sein des institutions et des conférences financières internationales compétentes. Ils défendent et promeuvent ces positions communes.

Le cas échéant, la Banque centrale européenne est pleinement associée à cette coordination, sans préjudice de son indépendance.

2. En se fondant sur cette coordination, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les mesures appropriées pour assurer une représentation unifiée au sein des institutions et conférences financières internationales.

3. Seuls les États membres qui font partie de la zone euro votent sur les mesures visées au paragraphe 1. La majorité qualifiée se définit comme étant la majorité des voix des représentants des États membres qui font partie de la zone euro, représentant au moins les trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

SECTION 4

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article III-186 (ex-article 122)

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Les dispositions de la Constitution mentionnées ci-après ne s'appliquent pas aux États membres faisant l'objet d'une dérogation:

- a) adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (ex-article 99, paragraphe 2)
- b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (ex-article 104, paragraphes 9 et 11)
- c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (ex-article 105, paragraphes 1, 2, 3 et 5)
- d) émission de l'euro (ex-article 106)
- e) actes de la Banque centrale européenne (ex-article 110)
- f) mesures relatives à l'usage de l'euro (ex-article 123 paragraphe 4)
- g) accords monétaires (ex- article 111)
- h) représentation extérieure de l'euro (nouvel article)
- i) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (ex-article 112, paragraphe 2, point b).

Par conséquent, aux articles visés ci-dessus, en entend par "Etats membres" les Etats membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

3. Les statuts du Système européen de banques centrales prévoient à leur chapitre IX que les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclues des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales.

4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus lors de l'adoption par le Conseil des mesures du Conseil visées aux articles énumérés au paragraphe 2. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

PROCÉDURE DE VOTE DANS LE DOMAINE DE LA PESCE

L'article III-196, paragraphe 2, alinéa b), devrait être libellé comme suit:

- "b) lorsqu'il adopte une décision sur une action ou position de l'Union, sur une proposition que le Ministre lui présente suite à une demande spécifique que le Conseil européen lui a adressée de sa propre initiative ou à l'initiative du Ministre."

INSTITUTIONS

CHAPITRE 1: LES DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Section 1: LE PARLEMENT EUROPÉEN

Article III-227 (ex-article 190)

1. Le Parlement européen élabore un projet de loi européenne en vue de permettre l'élection de ses membres au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres.

Le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, adopte la loi visée à l'alinéa précédent, dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

2. Une loi européenne, adoptée par le Parlement européen de sa propre initiative, fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de ses membres. Le Parlement européen se prononce après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil. Toute règle ou toute condition relative au régime fiscal des membres ou anciens membres relève de l'unanimité au sein du Conseil.
3. **Pendant la législature 2004-2009, la composition du Parlement européen sera celle que prévoit le protocole sur la représentation des citoyens au Parlement européen.**

Section 3: LE CONSEIL

Article III-240 (ex-articles 203 et 204)

1. Le Conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.
2. **Le Conseil européen adopte, de sa propre initiative et à l'unanimité, une décision établissant les règles pour la rotation de la présidence des formations du Conseil.**

Section 4: LA COMMISSION

Article III-245 (ex-article 213, paragraphe 1, et ex-article 214)

Les membres de la Commission, avec et sans droit de vote, sont nommés, pour une période de cinq ans, sous réserve, le cas échéant, de l'article III-238. Seuls les nationaux des États membres peuvent être membres de la Commission, avec et sans droit de vote.

Article III-246 (ex-article 213, paragraphe 2)

Les membres de la Commission, avec et sans droit de vote, s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer **les membres de la Commission, avec et sans droit de vote**, dans l'exécution de leur tâche.

Les membres de la Commission, avec et sans droit de vote, ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de justice, saisie par le Conseil, statuant à la majorité simple, ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions de l'article (III-248) ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

Article III-247 (ex-article 215)

1. En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de **membre de la Commission, avec ou sans droit de vote**, prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office. **Un membre de la Commission, avec ou sans droit de vote**, présente sa démission si le président le lui demande.
2. **Le membre démissionnaire ou décédé, qui avait ou non un droit de vote, est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre, avec ou sans droit de vote, nommé par le président de la Commission conformément à la même procédure.**
3. **En cas de démission volontaire, de démission d'office ou de décès, le président est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. La procédure prévue à l'article I-26, paragraphe 1, est applicable pour son remplacement.**
4. En cas de démission de l'ensemble **des membres de la Commission, avec et sans droit de vote**, ceux-ci restent en fonction jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, pour la durée du mandat à courir, conformément aux procédures prévues aux **articles I-25 et I-26**.

Article III-248 (ex-article 216)

Tout membre de la Commission, avec ou sans droit de vote, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Conseil statuant à la majorité simple ou **du collège**.

Article III-249 (ex-article 217)

Les responsabilités incombant à la Commission sont structurées et réparties entre ses membres par son président, sous réserve de l'article I-26, paragraphe 3. Le président peut remanier la répartition de ces responsabilités en cours de mandat. **Les membres de la Commission, avec et sans droit de vote**, exercent les fonctions qui leur sont dévolues par le président sous l'autorité de celui-ci.

[Article III-250]

Article III-251 (ex-article 218)

Le collège adopte son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services. Il assure la publication de ce règlement.

Article III-252 (ex-article 219)

Les délibérations du **collège** sont acquises à la majorité de ses membres. Le règlement intérieur fixe le quorum.

Article III-253 (ex-article 212)

La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de l'Union.

CHAPITRE 2 : LES ORGANES CONSULTATIFS DE L'UNION

Section 1: LE COMITÉ DES RÉGIONS

Article III-288 (ex-article 263)

Le nombre des membres du Comité des régions ne dépasse pas trois cent cinquante. Une loi européenne du Conseil, adoptée à l'unanimité, fixe la composition du Comité.

Les membres du Comité ainsi qu'un nombre équivalent de membres suppléants.....

Section 2: LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Article III-291 (ex-article 258)

Le nombre des membres du Comité économique et social ne dépasse pas trois cent cinquante. Une loi européenne du Conseil, adoptée à l'unanimité, fixe la composition du Comité.
